

International trade union network of solidarity and struggle **Réseau syndical international de solidarité et de luttes** **Rede Sindical Internacional de solidariedade e de lutas** **Red sindical internacional de solidaridad y de luchas** **Rete sindacale internazionale di solidarietà e di lotta**

PROJET – PROJET – PROJET

Déclaration de la rencontre internationale des 8 et 9 juin 2015



Le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, constitué en mars 2013 lors de notre réunion de Saint-Denis (France) est le produit d'années d'échanges et de travail commun entre plusieurs des organisations fondatrices. C'est ainsi, et sur la base d'orientations et de pratiques syndicales communes, que nous avons pu rassembler des organisations syndicales, des courants syndicaux et des tendances syndicales de nombreux pays d'Amériques, d'Europe, d'Afrique et d'Asie.

Deux ans plus tard, en juin 2015, nous avons organisé une nouvelle rencontre internationale, à Campinas (Brésil). A cette occasion, nous avons collectivement apprécié les évolutions positives dans la construction de notre Réseau, notamment son élargissement, mais aussi le chemin qu'il nous reste à parcourir pour nous doter de l'outil commun international nécessaire à toutes les forces syndicales qui se revendiquent et pratiquent un syndicalisme de luttes, anticapitaliste, autogestionnaire, démocratique, écologiste, indépendant des patrons et des gouvernements, internationaliste, et luttant contre toutes formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie). La démocratie ouvrière, l'auto-organisation des travailleurs et travailleuses sont aussi parmi nos références communes.

La crise du système capitaliste a des conséquences dans le monde entier

Les crises économiques, financières, écologiques et sociales s'entremêlent et s'autoalimentent. Cette crise globale du capitalisme montre l'impasse d'un développement basé sur un partage de plus en plus inégal de la richesse produite, la déréglementation financière, le libre-échange généralisé et le mépris des impératifs écologiques. **Pour sauver les profits des actionnaires et des patrons, pour assurer l'avenir des banques, les institutions mondiales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, Organisation mondiale du commerce, etc.), les gouvernements et le patronat s'attaquent de plus en plus fortement aux droits des travailleurs et des travailleuses.**

Le système économique et politique actuel organise le pillage de nombreux pays, oblige des millions de personnes à quitter leur région d'origine pour survivre et nie ensuite tous leurs droits sous prétexte qu'ils et elles sont immigré-es.

Destruction des services publics, remise en cause de tous les droits sociaux, attaques envers les droits syndicaux, libertés syndicales bafouées, développement de la précarité et du chômage pour faire pression sur les populations ... Ce sont les mêmes méthodes qui sont utilisées dans tous les pays !

Pour arriver à leurs fins, ils utilisent tous les moyens : criminalisation, procès, arrestations, interventions policières, occupations militaires, entraves de toutes sortes aux droits collectifs et individuels. La répression est une de leurs armes contre celles et ceux qui résistent, qui s'opposent, qui construisent des alternatives. Notre solidarité, par delà les frontières, est une de nos réponses.

Le syndicalisme dont nous nous revendiquons ne saurait cautionner des pactes avec les pouvoirs en place pour valider des mesures antisociales. Le syndicalisme a la responsabilité d'organiser la résistance à l'échelle internationale, pour construire à travers les luttes la nécessaire transformation sociale. Nous voulons construire un système fondé sur les biens communs, sur la redistribution des richesses toutes celles et tous ceux qui la créent, c'est-à-dire les travailleurs et les travailleuses, sur les droits des travailleurs et travailleuses et sur un développement écologiquement soutenable.

Nous revendiquons l'arrêt des privatisations et au contraire l'extension, la démocratisation et l'appropriation sociale du service public (éducation, santé, transport, énergie, eau, logement, etc.). La libre circulation des personnes et l'égalité des droits sociaux et politiques de tous et toutes, indépendamment de la nationalité, de l'origine, du sexe, font partie de nos objectifs communs.

Comprendre l'adaptation du capitalisme pour mieux nous y opposer

Les attaques contre les salaires, les conditions de travail, les assurances sociales, le service public et les libertés démocratiques font partie d'un projet stratégique du capitalisme destiné à changer durablement et fondamentalement le rapport de force entre classe dominante d'une part, salarié-es et classes populaires d'autre part. Ce projet s'inscrit dans le cadre d'un capitalisme globalisé, d'une économie qui met en concurrence les régulations sociales, les législations, les conditions et les cadres de travail. Cela provoque une précarisation croissante du monde du travail.

La question de la santé et de la sécurité au travail, les conditions générales de la qualité de vie pour les salarié-es dans les milieux populaires, acquièrent dans les luttes et les revendications une importance décisive.

Dans les pays maintenus en situation de sous-développement, notamment à travers le colonialisme et l'impérialisme toujours très vivaces, ces situations condamnent en masse des Humains à mourir de faim ou à immigrer, souvent au péril de leur vie, dans des pays où ils sont ensuite victimes de fortes discriminations.

La conjoncture économique n'est pas l'élément essentiel qui justifie cette stratégie des classes dominantes. Ce n'est pas « la crise » (crise du système capitaliste !) qui fonde l'attaque contre les conditions de vie, de salaire et de statut des travailleurs et travailleuses, mais bien la mise en place d'une nouvelle régulation, d'une organisation nouvelle du système de domination.

La direction financiarisée du capitalisme, sa mondialisation accélérée, les politiques austéritaires dominantes, les politiques de « paiement de la dette », indiquent la prééminence d'une orientation vers le marché globalisé, avec à la clé une nouvelle répartition des richesses et du pouvoir toujours plus défavorable aux classes populaires. Les politiques économiques et financières présentées comme incitant à une reprise de la demande semblent peu susceptibles d'assurer une réactivation économique forte et de longue durée. De toute manière, ces propositions de relance ne remettent aucunement en question les politiques austéritaires, les attaques contre le salariat, la dégradation et la privatisation des services publics. En d'autres mots, elles ne contiennent pas une dimension de compromis stratégique tel que pouvait par exemple l'instituer la régulation fordiste appliquée, durant une partie du 20^{ème} siècle, dans une partie du Monde (au prix, notamment, de l'exploitation de ce qu'on nommait alors Tiers-Monde).

Les propositions d'un nouveau compromis social, telles que peuvent les formuler une partie du mouvement syndical, ont pour premier point faible l'ignorance délibérée de ce qu'il faudrait comme lutte et rapport de force pour qu'elles puissent commencer à se réaliser, en assurant un cours nouveau « réformiste ». La question essentielle n'est pas simplement l'injection de fonds publics en vue de la réactivation de l'économie mais bel et bien celle de poser radicalement la répartition de la richesse et du pouvoir ainsi que la détermination du modèle de développement.

De même, les hypothèses politiques gouvernementalistes supposant que la conquête de positions institutionnelles au niveau étatique national pourra permettre, moyennant les instruments classiques de la puissance publique et dans le cadre institutionnel mis en place pour servir le capitalisme, de forcer une nouvelle orientation des politiques, avec un nouveau compromis social d'envergure impliquant toutes les classes sociales, nous paraissent illusoire.

Le Brésil est un bon exemple de cela. Depuis douze ans, le gouvernement du Parti des Travailleurs s'attaque aux droits des travailleurs et des travailleuses, poursuivant l'œuvre des gouvernements précédents. La politique économique de Lula et de Dilma, consiste à garantir d'immenses gains au grand capital et à faire de petites concessions vers les secteurs les plus misérables de la population : cette politique s'est épuisée. Maintenant, le gouvernement essaie en outre de satisfaire les diktats du capitalisme international et de la bourgeoisie brésilienne, en faisant payer aux travailleurs et aux travailleuses le fardeau de la crise, par exemple à travers ses politiques fiscales ou la sous-traitance.

La fragilité en général du système international, l'évolution du rapport de force entre les blocs économique-politiques intègrent une radicalisation des luttes sociales et écologiques en général et de la lutte entre salariat et système de domination en particulier.

Renforcer le syndicalisme pour rompre avec le capitalisme

L'indépendance du mouvement syndical qui se mobilise et lutte effectivement constitue la question clé de cette période. En effet, l'enjeu est de briser la stratégie du système de domination du capitalisme globalisé qui tente d'imposer au salariat une régression historique, avec la ruine pure et simple de sa capacité autonome d'organisation, d'action et de positionnement au profit du syndicalisme d'encadrement, voire de la pure et simple disparition du mouvement ouvrier.

Notre syndicalisme allie la défense des intérêts immédiats des travailleurs et travailleuses, et la

volonté de changement social profond. Il ne se limite pas au champ revendicatif économique, il englobe des sujets comme le droit au logement, à la terre, l'égalité entre hommes et femmes, l'antiracisme, la lutte contre l'homophobie et la xénophobie, l'écologie, l'anticolonialisme, etc.

Les intérêts que nous défendons sont ceux de la classe ouvrière (travailleurs et travailleuses en activité ou en retraite, chômeurs et chômeuses, jeunes en formation). Ils s'articulent avec ceux des peuples de toutes les régions du monde. En cela, nous nous opposons frontalement au patronat, aux gouvernements et institutions qui sont à son service, et nous revendiquons notre autonomie vis-à-vis de toute organisation politique.

Des organisations syndicales internationales existent ; des réseaux syndicaux ont été créés sur des champs professionnels ou géographiques. D'une région du monde à l'autre, nos histoires syndicales, nos structurations syndicales, nos affiliations syndicales, sont différentes. Mais, nous partageons ce qui est essentiel : nous sommes déterminé-es à avancer dans la coordination du syndicalisme de lutte, au plan international.

Nous voulons partager nos expériences, s'enrichir des résistances et acquis de tous, construire l'unité à travers les frontières, mettre en œuvre la solidarité internationale des travailleurs et travailleuses. Face à la crise qui frappe les populations de tous les pays, et dont le capitalisme est responsable, il est nécessaire de coordonner et unifier nos luttes. Nous appelons les collectifs syndicaux à nous rejoindre pour construire cette unité d'action syndicale, nécessaire pour combattre les reculs sociaux, conquérir de nouveaux droits, et construire une société différente.

Nous ne nous battons pas pour revenir en arrière ; certes, les attaques envers la classe ouvrière sont très fortes et parfois sous des formes nouvelles. Mais l'exploitation capitaliste n'est pas une nouveauté et c'est avec cela qu'il faut rompre, pour créer des modes d'organisation de la société partant des besoins de la population.

Cette démarche, nous la construisons pas à pas, avec toutes les organisations syndicales de lutte, pour qui le système capitaliste n'est pas le mode d'organisation indépassable pour nos sociétés, et qui construisent le changement à travers les luttes collectives quotidiennes et les réflexions sur la société que nous voulons pour demain.

Nous décidons de renforcer, élargir, rendre plus efficace, un réseau du syndicalisme offensif, de luttes, démocratique, autonome, indépendant des patrons et gouvernements, luttant contre toutes formes d'oppression (machisme, racisme, homophobie, xénophobie), écologiste et internationaliste

Après la rencontre internationale de juin 2015, nous avons des objectifs concrets, des engagements communs. C'est ensemble que nous les définissons et que nous les mènerons à bien :

- Nous agissons, dans la durée, pour la **solidarité internationale**, et notamment contre toute répression antisyndicale. Notre combat se mène contre toutes les oppressions, notamment celles envers les femmes, la population noire, les migrant-es et les LGTB (Lesbiennes, Gays, Transsexuel-les, Bisexuel-les).
- Nous interviendrons de manière unitaire et coordonnée pour **appuyer des luttes et des campagnes internationales**, en réaffirmant le droit à l'autodétermination des peuples ; nous soutenons la campagne de BDS (Boycott, Désinvestissement et sanction contre l'Etat d'Israël), les révolutions pour les droits démocratiques et sociaux des peuples arabes, les luttes contre l'occupation militaire d'Haïti, contre les plans d'austérité en Europe et Amérique Latine.
- Nous renforçons et étendons le travail international mené dans les secteurs professionnels** (transport, éducation, centres d'appels, industrie, commerce, santé, etc.) et sur des questions interprofessionnelles (droit des femmes, des noir-es, des LGTB, migration, logement, écologie, santé et travail, ...).
- Nous poursuivons le **travail de réflexion et d'élaboration sur les questions de crise du système capitaliste et d'alternatives** à celui-ci.
- Nous mettons, ensemble, les **moyens matériels nécessaires à la réussite de nos projets communs** : sites web, liste d'échanges par mail, coordination par secteurs professionnels, etc.
- Pour être plus efficace, nous organisons la **coordination des organisations membres du Réseau à l'échelle des régions du monde** : Amérique du sud, Europe, Afrique,...
- Nous décidons d'organiser une semaine d'action internationale**, entre le 19 et le 25 octobre 2015 ; grèves, manifestations, rassemblements, etc. **dont les thèmes seront définis lors de la rencontre de Campinas.**

Les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte

Organisations syndicales nationales interprofessionnelles

- Central Sindical e Popular Conlutas (**CSP-Conlutas**) - Brésil.
- Confederación General del Trabajo (**CGT**) - Etat espagnol.
- Union syndicale Solidaires (**Solidaires**) - France.
- Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Burkina.
- Confederation of Indonesia People's Movement (**KPRI**) - Indonésie.
- Confederación Intersindical (**Intersindical**) - Etat espagnol.
- Syndicat National Autonome des Personnels de l'Administration Publique (**SNAPAP**) - Algérie.
- Batay Ouvriye - Haïti.
- Unione Sindacale Italiana (**USI**) - Italie.
- Confédération Nationale des Travailleurs - Solidarité Ouvrière (**CNT SO**) - France.
- Sindicato de Comisiones de Base (**CO.BAS**) - Etat espagnol.
- Organisation Générale Indépendante des Travailleurs et Travailleuses d'Haïti (**OGTHI**) - Haïti.
- Sindicato Intercategoriale Cobas (**SI COBAS**) - Italie.
- Confédération Nationale du Travail (**CNT-f**) - France.
- Intersindical Alternativa de Catalunya (**IAC**) - Catalogne.
- Union générale des travailleurs sahraouis (**UGTSARIO**) - Sahara occidental.
- Ezker Sindikalaren Konbergentzia (**ESK**) - Pays basque.
- Confédération Nationale de Travailleurs du Sénégal Forces du Changement (**CNTS/FC**) - Sénégal.
- Independent Trade Unions for Egyptian Federation (**EFITU**) - Egypte.
- Sindicato Autorganizzato Lavorator COBAS (**SIAL-COBAS**) - Italie.
- Sindicato Intercategoriale COBAS (**S.I. COBAS**) - Italie.

Organisations syndicales nationales professionnelles

- National Union of Rail, Maritime and Transport Workers (**RMT**) - Grande-Bretagne.
- Centrale Nationale des Employés – Confédération Syndicale Chrétienne (**CNE/CSC**) - Belgique.
- Sindicato Nacional de Trabajadores del Sistema Agroalimentario (**SINALTRAINAL**) - Colombie.
- Fédération Générale des Postes, Telecom et Centres d'appel - Union Générale Tunisienne du Travail (**FGPTT/UGTT**) - Tunisie.
- Trade Union in Ethnodata - Trade Union of Employees in the Outsourcing Companies in the financial sector - Grèce.
- Syndicat national des travailleurs des services de la santé humaine (**SYNTRASEH**) - Bénin
- Organizzazione Sindicati Autonomi e di Base Ferrovie (**ORSA Ferrovie**) - Italie.
- Sindicato Único de Trabajadores del Grupo Ripley S.A - Pérou.
- Union Nationale des Normaliens d'Haïti (**UNNOH**) - Haïti.
- Confederazione Unitaria di Base Scuola Università Ricerca (**CUB SUR**) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Immigrazione (**CUB Immigrazione**) - Italie.
- Coordinamento Autorganizzato Trasporti (**CAT**) - Italie.
- Confederazione Unitaria di Base Credito e Assicurazioni (**CUB SALLCA**) - Italie.
- Union Nationale des Travailleurs du Mali – Synd. des travailleurs du rail (**SYTRAIL/UNTM**) – Mali.
- Gıda Sanayii İşçileri Sendikası - Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu (**GIDA-IŞ/DISK**) - Turquie.
- Syndicat National des Travailleurs du Petit Train Bleu/SA (**SNTPTB**) - Sénégal.
- Asociación Nacional de Funcionarios Administrativos de la Caja de Seguro Social (**ANFACSS**) - Panama.
- Conseil des Lycées d'Algérie (**CLA**) – Algérie.
- Confederazione Unitaria di Base Trasporti (**CUB Trasporti**) - Italie.
- Syndicat de l'Enseignement Supérieur Solidaire (**SESS**) – Algérie.
- Palestinian Postal Service Workers Union (**PPSWU**) - Palestine

Organisations syndicales locales

- Trades Union Congress Liverpool (**TUC Liverpool**) - Angleterre.
- Sindicato Territoriale Autorganizzato (**ORMA**) - Italie.
- Fédération syndicale SUD Service public, canton de Vaud (**SUD Vaud**) - Suisse
- Sections bruxelloises des étudiants FGTB (**Etudiants FGTB Bruxelles**) - Belgique.
- Sindicato Unitario de Catalunya (**SU Metro**) - Catalogne.
- Sindicato dos Trabalhadores da Fiocruz (**Asfoc-SN**) – Brésil.
- Türkiye DERİ-İŞ Sendikası - Tuzla et Izmir (**DERİ-İŞ Tuzla et Izmir**) - Turquie.
- L'autre syndicat, canton de Vaud (**L'autre syndicat**) - Suisse
- Centrale Générale des Services Publics FGTB Ville de Bruxelles (**CGSP/FGTB Bruxelles**) - Belgique
- Arbeitskreis Internationalismus IG Metall Berlin (**IG Metall Berlin**) - Allemagne

Organisations syndicales internationales

- Industrial Workers of the World - International Solidarity Commission (**IWW**)

Courants, tendances ou réseaux syndicaux

- Transnationals Information Exchange Germany (**TIE Germany**) - Allemagne.
- Emancipation tendance intersyndicale (**Emancipation**) - France.
- Globalization Monitor (**Gmo**) - Hong Kong.
- Courant Syndicaliste Révolutionnaire (**CSR**) - France.
- No Austerity - Coordinamento delle lotte - Italie.
- Solidarité Socialiste avec les Travailleurs en Iran (**SSTI**) - France.
- Basis Initiative Solidarität (**BASO**) - Allemagne.
- LabourNet Germany - Allemagne.
- Resistenza Operaia - operai Fiat-Irisbus - Italie.